

NATO
PRESS SERVICE



OTAN
SERVICE DE PRESSE

NATO/OTAN, 1110 Brussels/Bruxelles • Tel.: 241 00 40 - 241 44 00 - Telex: 25-599
Telefax/Télécopieurs: 241 00 40 - Extensions/Postes: 3883/3884

RESUME SOUS EMBARGO - VERIFIER LA CONFORMITE DU TEXTE
AVEC LE DISCOURS PRONONCE LE VENDREDI 30 OCTOBRE 1987
VERS 12h30 (HEURE DE DENVER)

LORD CARRINGTON SE FELICITE DE LA TRANSACTION SUR LES
FNI MAIS SOULIGNE QU'ELLE NE DONNE PAS LE FEU VERT A
UNE DENUCLEARISATION

Denver, Colorado - Lord Carrington, Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), a instamment appelé les Etats-Unis, vendredi, à ratifier l'accord proposé sur les missiles nucléaires à portée intermédiaire (FNI) avec l'Union soviétique, mais a souligné qu'il ne s'agissait pas d'un "feu vert au désarmement nucléaire en Europe - nous ne devons pas nous contenter de garder le pied sur l'accélérateur".

Il a déclaré au Mile High Club qu'un accord sur les FNI "est logique au regard des relations Est-Ouest et de notre approche du maintien de la sécurité à des niveaux de forces moins élevés. Ne pas appuyer l'accord maintenant ou ne pas le ratifier rendrait à coup sûr la tâche très difficile aux gouvernements des pays d'Europe occidentale, qui doivent convaincre leur opinion publique que l'Alliance entend sérieusement poursuivre des objectifs réalistes dans le domaine de la maîtrise des armements".

Lord Carrington a dit que : "La question n'est pas de savoir si l'engagement nucléaire des Etats-Unis envers l'Europe sera crédible après un accord sur les FNI, puisqu'il y aura encore plus de 4.000 armes nucléaires américaines en Europe... Ce qu'il s'agit de savoir c'est si nous pouvons faire preuve d'assez de maturité pour accepter un bon résultat sur le plan du désarmement lorsque nous en obtenons un".

Il a ajouté : "Cela ne signifie pas qu'un feu vert est donné au désarmement nucléaire en Europe et que nous devons nous contenter de garder le pied sur l'accélérateur. Il ne servirait à rien que les Européens commencent à se dire que de nouvelles négociations limitées à leur propre région et à elle seule permettraient de résoudre les dilemmes nucléaires auxquels ils resteraient confrontés. Nous serions dans un mauvais cas si l'impression se répandait que les superpuissances expérimentaient en quelque sorte une détente d'un nouveau type en procédant à un retrait nucléaire d'Europe, mais pas à des réductions de leurs propres arsenaux stratégiques. De la même façon qu'il doit y avoir équilibre entre les Etats-Unis et l'Europe dans les déploiements de forces, il doit y avoir équilibre aussi dans les mesures de désarmement de part et d'autre de l'Atlantique".

Lord Carrington a souligné que dans les entretiens sur la stabilité conventionnelle menés avec l'Union soviétique, il serait "très important de ne pas s'engager sur la voie de retraits unilatéraux qui sèmeraient le trouble et qui ôteraient aux Soviétiques toute raison de faire face à la nécessité de réduire leur propre puissance de feu supérieure (à la nôtre)".

Le plus haut responsable de l'OTAN a dit que les principes qui avaient présidé au succès des conversations sur le désarmement nucléaire - transactions multilatérales et équilibrées - "valent tout autant lorsqu'il s'agit de négociations sur les forces conventionnelles en Europe, qu'elles soient américaines ou européennes".

Lord Carrington a dit que les négociateurs américains à Genève réalisaient "des progrès intéressants" sur la question prioritaire suivante, celle des réductions des armements stratégiques, que l'on cherche à fixer à 50 %. Il ne percevait ainsi aucun danger immédiat de "découplage" entre l'Europe et les Etats-Unis. Les 326.000 militaires américains et leurs familles présents en Europe sur ce qui deviendrait la ligne de front en cas d'échec de la dissuasion constituaient "la preuve tangible de l'attachement des Etats-Unis à la sécurité collective".

Lord Carrington a jugé "déplacée et nuisible" une grande partie du débat sur le rapatriement des soldats américains. Des préoccupations se manifestaient aux Etats-Unis à propos du partage des charges de la défense. Mais Lord Carrington a fait observer que les membres européens de l'Alliance alignaient 80 % des chars présents en Europe, 80 % des avions de combat, 90 % des divisions blindées et 2,3 millions sur les 2,6 millions d'hommes en service actif sur le continent. Il a rappelé que sept pays de l'OTAN entretenaient des troupes en Allemagne, dont 55.000 soldats britanniques, ajoutant : "Ce ne sont pas seulement des Américains qu'on envoie à l'étranger". Il a en outre demandé, pour la forme : "Serait-il possible pour la Floride, la Georgie ou même le Colorado d'absorber rapidement un million d'habitants de plus? L'ouvrier américain voudrait-il payer l'énorme flotte d'avions qui serait nécessaire pour faire revenir ces forces en Europe en cas de crise?". En tout état de cause, la considération fondamentale déterminant le maintien des troupes américaines en Europe était celle de l'intérêt national. Le fait que des forces américaines se trouvent en Europe depuis quarante ans attestait que "la sécurité de l'Europe est un élément vital de la propre sécurité des Américains" et que "les forces des Alliés européens servent à défendre non seulement l'Europe, mais aussi l'Amérique du Nord".

Les Européens comprenaient que les Etats-Unis devaient considérer le défi soviétique dans une optique mondiale englobant le Pacifique au même titre que l'Atlantique. Mais, plus l'Union soviétique représentait un défi mondial "plus il importe de répondre à ce défi dans la zone sur laquelle il reste politiquement et militairement, c'est-à-dire en Europe et dans l'Atlantique Nord".

En dehors de la zone atlantique aussi, a-t-il dit, les Européens démontraient aux Etats-Unis qu'il était faux de penser que "les Européens frileux" laissent les Etats-Unis se préoccuper des problèmes plus larges". L'exemple le plus récent en était donné dans le Golfe, où opéraient des unités des forces navales britanniques, belges, françaises, néerlandaises et italiennes, tandis que l'Allemagne envoyait des navires en Méditerranée pour y remplacer ceux qui avaient été transférés dans le Golfe.

Lord Carrington a précisé qu'il ne voulait pas dire que les formules actuelles de partage des charges "sont nécessairement bonnes ou immuables. Il ne fait aucun doute que les Européens devraient en faire davantage. Mais il faut y parvenir par une coopération évolutive, et non pas par le choc d'un retrait unilatéral".

Il a semblé à Lord Carrington que "ce que nous devons faire ... c'est rester ensemble pour poursuivre résolument des politiques qui se révèlent maintenant fructueuses, en persévérant dans la double voie de la défense et de la détente."

RESUME SOUS EMBARGO - VERIFIER LA CONFORMITE DU TEXTE
AVEC LE DISCOURS PRONONCE LE VENDREDI 30 OCTOBRE 1987
VERS 12h30 (HEURE DE DENVER)

On lira ci-après le texte intégral du discours de Lord Carrington.